



Direction générale Politiques Externes de l'Union

**Département thématique**

**NOTE D'INFORMATION**

**SUR LA SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE**

**DU GUATEMALA**

**ET SUR SES RELATIONS AVEC L'UNION EUROPÉENNE**

**NOTE**

**Contenu:**

Face au lourd héritage provoqué par 36 ans de guerre civile, le gouvernement du président Oscar Berger, qui ne dispose pas de majorité au Parlement, essaie de poursuivre dans la voie de la consolidation de l'État démocratique. En outre, l'économie guatémaltèque, tirée par les exportations et les *remesas*, continue à souffrir d'une excessive dépendance des marchés extérieurs, d'un faible taux d'investissement, d'une profonde inégalité et d'une corruption endémique. En décembre 2003, un accord de dialogue politique et de coopération a été signé entre l'UE et les pays de l'Amérique centrale. Cet accord devra éventuellement être un prélude à un futur accord d'association.

**DGExPol/B/PolDep/Note/2005\_080**

**15 mars 2005**

[PE N°]

**FR**

Cette note a été demandée par la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays de l'Amérique centrale.

Le présent document est publié dans les langues suivantes: Français

Auteur: Pedro NEVES

Manuscrit achevé en mars 2005.

Pour obtenir des copies, veuillez vous adresser par: E-mail: [pneves@europarl.eu.int](mailto:pneves@europarl.eu.int)

Bruxelles, Parlement européen, mars 2005.

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position du Parlement européen.

Sources: Economist Intelligence Unit (EIU)  
European Commission  
Eurostat  
Reuters  
Oxford Analytica  
World Markets Analysis

# SOMMAIRE

Page

<b>I. SITUATION POLITIQUE .....</b>	<b>4</b>
<b>II. SITUATION ÉCONOMIQUE.....</b>	<b>12</b>
<b>III. RELATIONS UE/GUATEMALA .....</b>	<b>15</b>

## ANNEXES

## I. SITUATION POLITIQUE

### 1. Introduction générale

Le Guatemala est un État d'Amérique centrale. Son histoire, sa culture et son économie sont très liées à celles de ses voisins de l'isthme: Honduras, El Salvador, Nicaragua et Costa Rica. Ces pays, avec le Panama et le Belize (ex-Honduras britannique), forment une langue de terre de 540 000 km<sup>2</sup> (l'équivalent de la France), qui comptait, en 1950, 8 millions d'habitants. Près de cinquante ans après, elle en totalise plus de 33 millions<sup>1</sup>.

Les pays d'Amérique centrale connaissent la domination coloniale espagnole depuis le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1821, année de leur indépendance. En 1824 est créée la Fédération centraméricaine, composée des États suivants: Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua et Costa Rica. Quinze ans plus tard (1839), la Fédération cesse d'exister, victime des nationalismes régionaux et des intérêts étrangers. Une deuxième période "post-indépendance" s'ouvre, marquée par la consolidation des États nationaux, par l'intégration de la région dans l'économie mondiale (par le biais de la culture du café et de celle de la banane) et par l'ascension d'une oligarchie "caféière" très dépendante des capitaux et des marchés extérieurs.

La crise de 1929 frappe particulièrement les pays d'Amérique centrale. Elle a pour conséquence la baisse des cours des matières premières, la réduction des possibilités d'exportation, l'inexistence d'un secteur industriel alternatif, un brutal désinvestissement des États-Unis. À cette crise s'ajoutent les multiples interventions militaires de Washington, préluant au long règne des "dictateurs de la dépression": Maximiliano Hernandez au Salvador, Tiburcio Carias au Honduras, la dynastie des Somoza au Nicaragua, Jorge Ubico au Guatemala.

Dans les années 60, la montée des prix du café et la formation du Marché commun centraméricain (MCCA) rendent propices le déclenchement de tentatives de réformes limitées. Vingt ans plus tard, une conjoncture économique internationale défavorable (chute des prix des traditionnelles exportations centraméricaines, augmentation de la dette extérieure, etc.) entraîne la dévaluation, l'inflation, le chômage et, par conséquent, un grand mécontentement social. Les oligarchies de l'isthme, craignant le modèle cubain, délèguent le pouvoir politique aux militaires. Des conflits éclatent dans presque tous les États de l'Amérique centrale. Le groupe de Contadora, formé en 1983 par le Mexique, le Venezuela, le Panama et la Colombie, aura un rôle déterminant dans le règlement négocié des conflits, sur la base du respect de l'indépendance des pays concernés. L'action de ce groupe, soutenu par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, aboutit, le 7 août 1987, à l'accord de paix connu sous le nom de Esquipulas II, qui marque une évidente mise à l'écart de la diplomatie de Washington et une attitude plus indépendante des pays centraméricains signataires.

La paix est revenue en Amérique centrale, mais l'isthme est exsangue. On recense 100 000 à 150 000 morts au Guatemala, 75 000 au Salvador et 100 000 (au cours de conflits) au

---

<sup>1</sup> Voir annexe I.

Nicaragua. Plus de deux millions d'habitants ont, en outre, été contraints d'abandonner leurs foyers dans les années 80, et, près de la moitié de ces personnes déplacées ont quitté la région. Les négociations de paix, résultant d'un compromis politique, ont cependant sacrifié l'aspect socio-économique à l'origine des conflits. Malgré les spectaculaires progrès institutionnels (l'apparition de l'État de droit et l'émergence d'une vie démocratique), la dégradation continue de la situation économique et sociale rend problématique toute perspective de stabilisation politique. Une longue période de guerres civiles a permis la disparition des dictatures militaires. Un modèle alternatif de développement n'a, toutefois, pas encore fait son apparition. La crise se termine là où elle avait commencé: comment sortir de l'injustice sociale?

## 2. Historique<sup>1</sup>

Situé entre la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique, au sud-est du Mexique, bordé à l'est par le Belize, le Honduras et El Salvador, le Guatemala a une superficie de 108 890 km<sup>2</sup>. Sa capitale est la ville de Guatemala. Ce pays est peuplé de plus de 12 millions d'habitants, dont 43% sont des Mayas (Amérindiens). Cet État a vécu, depuis 1954, mais plus particulièrement entre 1980 et 1985, la guerre civile la plus cruelle de toute l'Amérique centrale: 100 000 morts, 40 000 disparus.

Indépendant en 1821, le Guatemala s'unit au Mexique dont il se sépare en 1823 pour rejoindre l'éphémère Fédération de l'Amérique centrale, elle-même dissoute en 1839. La Révolution libérale de 1871 entraîne une concentration agraire massive. Les terres communautaires des Amérindiens (ainsi que celles de l'Église) sont confisquées et distribuées aux grands propriétaires pour la production de café. En 1904, la compagnie bananière américaine *United Fruit Company* (UFCo) s'installe dans le pays. Cinquante ans plus tard, elle possède 234 000 hectares, emploie 10 000 paysans et contrôle l'ensemble du trafic commercial et ferroviaire du pays.

La suprématie du secteur agricole n'a pas favorisé le développement d'autres activités économiques dans les secteurs primaire et secondaire. En outre, elle a entraîné une dépendance néfaste vis-à-vis des marchés internationaux.

Une série de mouvements populaires hostiles au général Ubico (1931-1944) et aux grandes compagnies nord-américaines débouche alors sur un coup d'État. Le gouvernement de Juan Arevalo consacre dès lors un tiers du budget à des programmes sociaux et s'engage dans des réformes prudentes. Il abolit, notamment, les contrats de travail forcé des Amérindiens et autorise la création de syndicats dans les campagnes. En 1951, Jacob Arbenz est élu président. Se fixant pour objectif de substituer aux dictatures successives (soumises aux planteurs de café et à l'UFCo) une démocratie moderne, il s'efforce de démocratiser la vie publique et promulgue une réforme agraire en vertu de laquelle l'UFCo est expropriée de 84 000 hectares sur 234 000. La réaction de Washington est immédiate: Arbenz est accusé de "faire le jeu des communistes". Une "révolte populaire", composée d'une armée de mercenaires regroupée au Nicaragua et au Honduras, financée et entraînée par la CIA, pénètre au Guatemala les 17 et 18 juin 1954 et

---

<sup>1</sup> Voir annexe II.

entraîne la chute le président élu. Les premiers mois de la contre-révolution font 9 000 victimes (comprenant les morts et les emprisonnés).

Mécontente de cette capitulation face aux intérêts nord-américains et influencée par la révolution cubaine, une centaine d'officiers se soulève le 13 novembre 1960. Après leur échec, certains d'entre eux organisent les premiers groupes de guérilla. Les forces armées rebelles (FAR) naissent officiellement en 1962. Les principales phases de la lutte ainsi engagée vont se développer entre 1963 et 1967, et se solder par une débâcle de la guérilla. Une deuxième phase du mouvement rebelle voit le jour en 1975. Cette fois, les combattants sont en majorité indiens, issus des foyers marxistes des anciens guérilleros et des communautés chrétiennes. Les offensives militaires de 1978 et 1981 contre ce mouvement de guérilla font environ 20 000 morts et un million de déplacés<sup>1</sup>.

En 1984, une Assemblée nationale constituante est élue. L'année suivante, suite à des élections présidentielles, Vinicio Cerejo, démocrate chrétien, devient président. La tâche de M. Cerejo est ardue: faire face à l'omniprésence des militaires dans la vie politique, entamer le dialogue avec l'opposition politico-militaire, résoudre la crise économique. Au terme d'un mandat marqué par deux coups d'État "techniques", qui n'ont pas renversé le président mais interdit toute velléité réformatrice, Vinicio Cerejo est remplacé par Jorge Serrano le 14 mai 1991. Pour la première fois dans l'histoire du Guatemala, à un président de la République civil succède un autre civil.

La pression internationale et la pression économique de Washington vont relancer le processus de négociations avec la guérilla, d'autant qu'après la fin du conflit salvadorien, le Guatemala, dernier pays en guerre, attire l'attention. Qui plus est, le 16 octobre 1992, Rigoberta Menchu, une indigène maya qui, depuis dix ans, dénonçait inlassablement les violations des droits de l'homme dans son pays, reçoit le prix Nobel de la paix, mettant ainsi le pouvoir civil et l'armée en situation difficile.

Le président Serrano est également tenté par une dérive autoritaire qui entraîne sa destitution. Son successeur, Ramiro de Leon, ex-procureur des droits de l'homme, essaie en vain d'épurer et de restructurer les trois piliers de l'État (exécutif, législatif et judiciaire) qui sont, selon des observateurs, gangrenés par la corruption. Dans ce climat délétère, les élections législatives du 2 décembre 1992 sont remportées par le Front Républicain Guatémaltèque (FRG) du général Rios Montt, ancien homme fort de la dictature. Le 12 novembre 1995, les élections présidentielles portent au pouvoir (avec 36,6% des voix) Alvaro Arzú, dirigeant du Parti d'Avancée Nationale (PAN), ancien maire de la capitale, qui réussit, le 29 décembre 1996, à conclure un accord de paix (AdP) avec la guérilla, lequel met fin au conflit le plus long de l'Amérique centrale (1960-1996). Un groupe de pays donateurs a contribué avec 1.9 milliard de dollars à épauler le processus de paix. En février 2002, une nouvelle contribution d'un montant de 1.3 milliard de dollars avec le même objectif, pour une période de 5 ans, a été octroyée. En outre, la Commission ad hoc destinée à éclaircir cette période noire de l'histoire guatémaltèque (Comisión de clarificación) a indiqué que plus de 200.000 personnes ont péri pendant la période susmentionnée et que les forces armées étaient responsables de 95% des massacres et violence perpétrés. Le seul point négatif, dans cette procédure de réconciliation nationale, fut le rejet du

---

<sup>1</sup> Les 36 ans de conflit ont fait plus de 200.000 morts et 45.000 disparus.

référendum (dont la participation des électeurs n'a atteint que 18.5%) de mai 1999, portant sur les 47 amendements à la Constitution, rendus nécessaires par les Accords de paix. Alfonso Portillo, candidat du FRG a recueilli, le 26 décembre 1999, plus de 68% des voix. La nette victoire du président, combinée à la majorité obtenue par son parti laissait présager une réconciliation nationale accrue. Toutefois, cet espoir s'est réduit face aux exigences, chaque jour plus fortes, du parti officiel qui jouit de la force nécessaire au Congrès et à la vice-présidence pour imposer ses décisions. Depuis l'élection de M. Portillo, le pays est rentré dans une spirale de crise et de polarisation du débat politique et social chaque fois plus acerbe. Confronté à l'opinion publique qui n'a pas constaté les changements promis par M. Portillo lors sa campagne électorale, en particulier en ce qui concerne la sécurité des citoyens et la lutte contre l'impunité, le gouvernement a dû faire face à une sérieuse dégradation de son image, à des problèmes croissants de corruption publique, à des grèves et manifestations de protestation, à des rumeurs d'ingouvernabilité et de coups d'état.

Le faible exécution des AdP, par rapport à l'agenda prévu, a été commenté négativement par l'ensemble des observateurs et analystes nationaux et internationaux, à commencer par la Mission des Nations Unies (MINUGA). Le mandat des observateurs de l'ONU a été plusieurs fois prorogé afin de garantir l'application des accords surtout en matière de droits de l'homme, de droits des indigènes, de démilitarisation et de consolidation des droits civils et d'aspects socio-économiques (aide aux victimes). En effet, le FRG, qui n'a pas ratifié les AdP, ne se sent pas toujours concerné par le discours du Président Portillo. Il a donc freiné l'adoption d'importantes réformes telles que l'accord fiscal et les lois sur le cadastre, la décentralisation ou, encore, la réforme électorale et des parties politiques, lois qui auraient dû faire progresser la démocratisation du pays.

Le général Efraín Ríos Montt, ancien président accusé d'avoir ordonné, en 1982-1983, les pires massacres d'Indiens et de paysans sous son régime, comptait se présenter à l'élection présidentielle de novembre 2003 comme le nouveau candidat du FRG. Sa candidature a été jugée inconstitutionnelle par le Tribunal suprême électoral (TSE), mais la Cour constitutionnelle l'a validé. Il est considéré comme le responsable de la remobilisation de milliers de membres des anciennes Patrouilles d'autodéfense civile (PAC), forces paramilitaires responsables d'une partie significative des crimes commis contre la population civile durant les années noires. Ces derniers mois, des menaces, des attentats et des assassinats se sont multipliés contre les militants des mouvements de défense des droits de l'homme, les journalistes, les syndicalistes et les religieux. Derrière les groupes clandestins, liés aussi au narcotrafic, se profile l'ombre des appareils policiers, militaires et de renseignement, qui bénéficient d'une large impunité.

### **3. Institutions**

Le Guatemala est une République démocratique constitutionnelle divisée en 22 départements, dont les gouverneurs sont nommés par le Président de la République. La Constitution est entrée en vigueur en 1986 et a été amendée en 1993.

#### *3.1. L'exécutif*

Le Président de la République est M. Oscar Berger, vainqueur des élections de 2003, en exercice depuis le 14 janvier 2004, pour un mandat de 4 ans non renouvelable. M. Berger est aussi chef du gouvernement, qui est nommé par lui.

### 3.2. *Le législatif*

Le Parlement est unicaméral. Le *Congreso* dispose de 158 membres, élus au suffrage universel pour une période de 4 ans. Les futures élections (législatives, présidentielles et communales) auront lieu en novembre 2007.

### 3.3. *Le judiciaire*

Le système judiciaire guatémaltèque est inspiré de celui des États-Unis. La Cour suprême de justice est composée de 13 membres, disposant d'un mandat de 5 ans, qui choisissent le président de la Cour parmi eux. La Cour constitutionnelle est composée de 5 membres élus par le Congrès pour une période de 5 ans.

### 3.4. *Les partis politiques*

La vie politique du Guatemala n'est plus dominée par le bipartisme. En effet, aucun parti dispose d'une majorité au sein du Congrès. La grande alliance nationale (GANNA, réunissant le Parti patriotique<sup>1</sup>, le Mouvement réformiste, le Parti solidarité nationale) a obtenu 44 sièges lors des législatives de novembre 2003, le FRG a perdu la moitié de ses sièges (31 actuellement), l'Union nationale de l'espérance (UNE) a recueilli 28 sièges et le Parti d'avancée nationale (PAN) n'a gardé que 14 sièges sur 37 auparavant.

## 4. **Evènements récents**

### 4.1 *Les élections de 2003*

L'année 2003 s'est placée sous le signe des élections générales prévues le 9 novembre. Les campagnes se sont déroulées dans un climat délétère de violences, de corruption et de récession, tandis que la multiplication des candidatures partisans ou personnelles a révélé l'ampleur de la crise de la représentation politique<sup>2</sup>. A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, l'ancien président Rios Montt est arrivé en 3ème position avec 19,3% des voix, derrière Oscar Berger, transfuge du PAN, désormais à la tête de la GANA (droite conservatrice représentant l'oligarchie foncière) et Alvaro Colom, un chef d'entreprise de centre droit, candidat de l'UNE.

Le 28 décembre 2003, Oscar Berger remporte le second tour face à Alvaro Colom, avec 54,12% des voix contre 45,87%. Le 14 janvier 2004, le nouveau président a été investi dans ses nouvelles fonctions.

### 4.2 *Le gouvernement d'Oscar Berger*

L'administration Berger a du mal à affronter toutes les tâches urgentes qui se posent à lui. En effet, l'économie guatémaltèque a connu en 2003 un déficit supérieur à 1 milliard de dollars, une

---

<sup>1</sup> Le Parti patriotique a abandonné cette coalition en 2004.

<sup>2</sup> À la demande des autorités guatémaltèques, la Commission européenne a déployé une mission d'observation électorale au Guatemala.



dette extérieure de 3,4 milliards, tandis qu'au niveau politique, le nouveau gouvernement ne dispose pas d'une majorité au Parlement.

Bon nombre des priorités gouvernementales relèvent des thèmes classiques de la lutte contre la pauvreté (qui frappe 80% de la population) et les sous-développement, la réforme institutionnelle, la réforme fiscale, la lutte contre la corruption et l'impunité. D'autres, en revanche, sont nouvelles: l'accentuation de l'insécurité, particulièrement dans les villes et l'augmentation du trafic de stupéfiants.

L'application des accords de paix (AdP) de 1996, qui pourraient favoriser la résolution de nombreux problèmes, devrait être relancée, car les trois quarts des engagements pris n'ont pas été tenus par les autorités guatémaltèques, notamment pour ce qui est de la reconnaissance des droits des communautés indigènes.

Selon des observateurs, le gouvernement du président Berger, malgré sa bonne volonté, commet des erreurs politiques. Son rapprochement au FRG, afin de faire passer le paquet de mesures économiques au Congrès, lui a valu le départ du Parti patriotique de la coalition au pouvoir. En outre, son incapacité de procéder à une réforme agraire se traduit par des incidents fréquents dans les campagnes comme ceux qui se sont déroulés à Nueva Linda, à 180 km de la capitale en septembre 2004, dont le bilan est de plusieurs morts et blessés<sup>1</sup>. Par ailleurs, le gouvernement a fait passer au Congrès une loi visant l'indemnisation des paramilitaires des Patrouilles d'Autodéfense civiles (PAC) afin de donner suite aux promesses de son prédécesseur<sup>2</sup>. Toutefois, la Cour constitutionnelle a condamné ces versements.

En revanche, l'administration Berger se réjouit de l'adoption par le Parlement du paquet fiscal destiné à remplir les caisses vides de l'État.

#### *4.3 Le respect des droits de l'homme*

Selon la CIFCA<sup>3</sup>, le changement de l'exécutif guatémaltèque n'a pas entraîné la disparition des facteurs structurels de l'impunité ainsi que la fin des violations des droits de l'homme.

Le gouvernement de l'ancien président Portillo avait convenu avec les Nations Unies la mise en place d'une Commission d'enquête sur les corps illégaux et les appareils clandestins de sécurité (CICIACS) avec le but de combattre l'impunité<sup>4</sup>. En mai 2004, le Congrès guatémaltèque a rejeté cet accord. Une atmosphère de méfiance entre les militaires et le pouvoir, notamment le judiciaire, persiste.

---

<sup>1</sup> A propos de ces incidents, le prestigieux journal guatémaltèque El Periódico affirmait dans son éditorial du 3 septembre 2004: "Nous savons parfaitement que la tension, provoquée par l'absence de réforme agraire dans le pays, est énorme. Nous savons que l'Etat de droit se trouve défié par les occupations illégales de terres et nous savons aussi qu'il existe des centaines de milliers de paysans qui souffrent de la faim".

<sup>2</sup> D'après la Commission de la vérité, mise en place sous l'égide de l'ONU, les PAC sont responsables de 12% des violations des droits de l'homme pendant le conflit qui a opposé les guérillas au gouvernement et leur indemnisation est une mesure qui va à l'encontre de la lutte contre l'impunité.

<sup>3</sup> Initiative de Copenhague pour l'Amérique centrale et le Mexique.

<sup>4</sup> La Commission de vérité a estimé que le nombre de violations des droits de l'homme atteint 42.000 cas y compris 626 massacres entre 1960 et 1996.

Les activités criminelles atteignent des niveaux très élevés dans les zones urbaines et rurales. Elles sont le résultat du chômage, de la pauvreté, de la facilité d'obtenir armes de feu, d'une police sous-équipée et mal préparée et d'un système judiciaire inefficace. Deux groupes criminels se distinguent: une *mafia* engagée dans le trafic de drogue, voitures volées, prostitution, etc. et des *street gangs* composés essentiellement par des jeunes désignés par *maras*.

Pour ce qui est des victimes, deux catégories sont particulièrement vulnérables: les enfants et les femmes.

Des observateurs soulignent que la montée de la violence contre les enfants des rues est sensible depuis ces dernières années, marquée en particulier par une augmentation du "nettoyage social"<sup>1</sup>.

En outre, la violence contre les femmes sévit dans tout le Guatemala. Plus de 450 femmes ont été assassinées en 2004 et depuis 1999, on dénombre 1400 victimes. La misère, la décomposition sociale, la violence intrafamiliale, le machisme régnant semblent être à l'origine de ce fléau qui ne frappe un type particulier<sup>2</sup>. On trouve parmi les victimes une majorité de femmes au foyer, des employées de la confection, quelques ouvrières et des étudiantes. Il s'agit majoritairement de femmes jeunes: 56% avaient moins de 30 ans.

Quant aux meurtriers, les premiers accusés sont les *maras*.

Par ailleurs, le premier procès pour discrimination raciale au Guatemala vient de commencer. Il a été engagé par Rigoberta Menchu (Prix Nobel de la Paix en 1992) contre cinq partisans de l'ancien dictateur Rios Montt, sous la base de la législation antidiscrimination adoptée en 2002.

## **5. La politique extérieure**

Le Guatemala entretient de bons rapports avec le Mexique, le Honduras et El Salvador. Les différends territoriaux avec le Belize sont toujours d'actualité, bien que les gouvernements des deux pays maintiennent, actuellement, des relations plus constructives en vue d'une possible résolution du conflit. Ceci grâce, notamment, au rôle de médiation mené par l'O.E.A. Un règlement rapide est peu probable. Le gouvernement guatémaltèque réclame plus de 12,000 kilomètres carrés au Belize.

Après l'accession au pouvoir de M. Berger, les relations avec les États-Unis sont devenues encore plus étroites<sup>3</sup>. Les Américains ont augmenté leur influence dans le pays en ce qui

---

<sup>1</sup> Une cinquantaine d'enfants ont été abattus au cours de l'année 2002 et plusieurs dizaines d'autres sont morts de maladie (sida, entre autres), de sous-alimentation, ou victimes de bagarres.

<sup>2</sup> A Ciudad Juárez (Mexique) 400 jeunes ouvrières ont été assassinées ces dix dernières années.

<sup>3</sup> L'inefficace de la lutte anti-drogue, les accusations de blanchiment d'argent et de corruption, pendant l'administration Portillo, avaient amené les États-Unis à procéder à la *de-certification* du pays en janvier 2003. Cette sanction fut levée à la fin 2003, suite à la victoire électorale de M. Berger.

concerne les domaines politique économique et commercial ainsi qu'en matière de lutte contre le trafic de drogues et de lutte contre le terrorisme (suite aux événements du 11 septembre 2001).

## II. SITUATION ÉCONOMIQUE

### 1. Introduction

En 1991, le Guatemala, première économie d'Amérique centrale, puisqu'il réalise près d'un tiers du PIB régional (18,95 millions de dollars en 2002) et dispose d'un PIB par habitant de 2190 dollars (2004), a adopté un programme de stabilisation et d'ajustement structurel visant au contrôle de l'inflation, au renforcement de la balance des paiements et à l'instauration d'une croissance économique durable. La mise en œuvre de ce programme a été favorisée par la signature des accords de paix de 1996. Au cours de la décennie écoulée, des mesures ont été adoptées afin de moderniser l'économie guatémaltèque tout en favorisant une meilleure allocation des ressources. Le gouvernement, qui souhaite adopter l'économie du pays aux exigences du processus de mondialisation, met d'ailleurs l'accent, depuis une période récente, sur un désengagement de l'État et sur une participation accrue du secteur privé. Cette politique est encore loin d'avoir porté ses fruits car 80% de la population vit dans la pauvreté et 90% de la population amérindienne en souffre. Tirée par les exportations et les envois de devises de l'étranger (remesas), l'économie guatémaltèque souffre d'une excessive dépendance des marchés extérieurs, d'un faible taux d'investissement, d'une profonde inégalité sociale<sup>1</sup> et de la corruption.

### 2. Secteurs économiques

L'agriculture (y compris la sylviculture et la pêche) emploie plus de 50% de la main-d'œuvre nationale et contribue pour plus de 60% des exportations du pays (22,7% du PIB). Celui-ci exporte surtout du café, du sucre, des bananes et de la cardamome. Ce secteur connaît un problème structurel important: celui de la concentration foncière. En effet, 2,5% des fermes possèdent une moyenne de 200 hectares et contrôlent 65% des terres arables. En outre, l'agriculture guatémaltèque a été victime du passage de l'ouragan Mitch (qui a détruit beaucoup de bananeraies) ainsi que de la chute du prix du café dans le marché mondial. Jusqu'au début des années 90, l'industrie de la pêche concentrée sur la côte du Pacifique, était destinée entièrement au marché intérieur. Ces dernières années il y a eu une augmentation rapide de l'aquaculture de crevettes et les exportations de fruits de mer se sont développées. Le secteur minéral est pauvre, il ne contribue que pour moins de 1% du PIB.

Le secteur industriel (20% du PIB) est dominé par les textiles et le cuir. Les *maquilladoras*<sup>2</sup> ont trouvé ici un terrain favorable, bien qu'il soit moins dynamique qu'au Mexique, au Honduras ou au Salvador. Ce secteur et celui des services occupent 17,5% et 30% de la main d'oeuvre respectivement.

Les États-Unis constituent le principal partenaire commercial du Guatemala, car celui-ci réalise 55,3% de son commerce extérieur avec Washington. Le Guatemala entretient aussi d'importantes relations commerciales avec d'autres membres du Marché commun centraméricain (notamment le Salvador), ainsi qu'avec le Mexique et l'Union européenne (8,8 des importations

---

<sup>1</sup> Après le Brésil, le Guatemala est le pays de l'Amérique latine où les disparités de revenus sont les plus fortes.

<sup>2</sup> Il s'agit de manufactures qui reçoivent les produits (notamment des États-Unis), les assemblent et les re-exportent.

guatémaltèques). Depuis 1997, le déficit de la balance commerciale ne cesse de s'aggraver. Selon des observateurs il devra atteindre un solde négatif de 5,4 milliards de dollars en 2005. Ce solde est traditionnellement financé par les privatisations, par les remises des migrants (plus de 2 milliards de dollars en 2004) et par l'afflux de capitaux attirés par les taux d'intérêt élevés. En outre, les facilités d'accès au marché européen (par le biais du SPG-Drogues) ainsi que la mise en oeuvre de l'accord de libre-échange entre les États Unis et l'Amérique centrale (signé en août 2004) devront favoriser la réduction du déficit commercial guatémaltèque.

Les exportations se composent, pour environ les deux tiers, de produits agroalimentaires. Après plusieurs années de baisse, les cinq premiers produits traditionnellement exportés, respectivement et par ordre d'importance, le café, le sucre, la banana, le pétrole et la cardamome, voient leur part augmenter. Parmi les produits non traditionnels se détachent les produits chimiques, les fleurs et plantes ornementales ainsi que les préparations de fruits.

La libéralisation rapide du système financier a entraîné une augmentation considérable du nombre de banques et d'autres institutions financières. Cette prolifération excessive sur un marché limité a provoqué la faillite de trois d'entre eux<sup>1</sup>. Le secteur du tourisme connaît un développement considérable. Les touristes proviennent essentiellement de l'Amérique centrale (43%), des États-Unis (33%) et de l'Europe (16%).

### 3. Indicateurs économiques<sup>2</sup>

Entre 1995 et 1998, le PIB réel a enregistré un taux de croissance annuelle de près de 4,4%. À partir de 1998, des phénomènes déjà indiqués (passage de Mitch, chute des prix du café, etc.) ont fragilisé la croissance qui n'a atteint que 3,4% du PIB en 2004. On est encore loin des 5 à 6% nécessaires pour réduire la pauvreté. Selon des observateurs, la croissance pourra atteindre 3% en 2005, grâce à l'entrée en vigueur du traité de libre-échange avec les États-Unis (DR-CAFTA), aux *remesas*, au tourisme et à l'accroissement de l'investissement privé. Le PIB per capita qui était de 1795 dollars en 1998 n'atteignait que 2000 en 2004. La Banque centrale (Banguat) a imposé une politique monétaire restrictive avec l'objectif de maintenir la stabilité des prix, des échanges et de l'inflation. Cette politique n'a pas empêché le déficit croissant de la balance des paiements en raison notamment de l'aggravation du bilan négatif de la balance commerciale. Entre 1997 et 2001 la moyenne annuelle de l'inflation fut de 6,9%. Après avoir frôlé les 9% en 2001, elle a baissé en 2003 (5,5%) et des observateurs<sup>3</sup> prévoient 7,2% en 2005. Le quetzal s'est déprécié entre 1994 et 2001. Après cette date, il a commencé sa récupération grâce aux remises des migrants, à l'afflux de capitaux et aux accords signés avec le FMI. Ainsi des analystes prévoient qu'un dollar vaudra 9 quetzals à la fin 2006.

Afin de réaliser l'objectif fixé par les Accords de paix visant le financement de programmes sociaux, le gouvernement s'efforce d'augmenter les recettes fiscales d'autant plus qu'elles ne constituent que 11% du PIB en raison des difficultés dans leur collecte. Ainsi, les autorités ont augmenté la fourchette de la TVA de 10 à 12% en août 2001 et ont taxé récemment de 30% les boissons alcooliques. En outre, le gouvernement a signé deux accords avec le FMI (avril 2002 et

---

<sup>1</sup> Il existe encore 24 banques, mais selon des experts 11 seraient suffisantes.

<sup>2</sup> Voir annexe III.

<sup>3</sup> World Markets Analysis (WMA).

janvier 2003) assortis de promesses de contrôle du déficit budgétaire et de l'inflation. Par ailleurs, l'administration Berger a fait adopter, au Congrès, le paquet fiscal, lequel établit, entre autres, un impôt temporaire visant à soutenir les Accords de paix.

Au début de 2001, le FMI et la Banque mondiale ont effectué, à la demande du gouvernement guatémaltèque, une évaluation du système financier. Le rapport indiquait qu'un grand nombre de banques était devenu insolvable à cause de mauvaises gestions. La faillite en 2001 des *Banco Empresarial, Promotor* et *Metropolitano* a fait ressortir la faiblesse du système bancaire guatémaltèque. La confiance du consommateur et celle de l'investisseur se sont encore rétrécies. Cette situation a entraîné des réformes dans le système financier par l'adoption essentiellement du paquet dit des 4 lois (loi sur le contrôle financier, loi relative aux banques et groupes financiers, loi monétaire et loi relative au *Banguat*). Ces dispositions doivent contribuer à la consolidation du secteur bancaire, car les nouvelles conditions d'adéquation du capital et les règles de prêt plus serrées rendront le marché moins accessible aux banque les plus petites. En outre, le gouvernement essaie d'attirer les investissements étrangers directs (IED) qui se maintiennent toujours à des niveaux réduits exceptés ceux qui provenant des privatisations. Ainsi, les IED ont atteint 627 millions de dollars en 1998, tandis que les prévisions de WMA se réfèrent à 320 millions en 2004. Par ailleurs, la dette extérieure guatémaltèque a atteint 5,3 milliards de dollars en 2003. Dans ce contexte, le gouvernement a établi les accords avec le FMI déjà mentionnés, ainsi que deux accords avec la Banque interaméricaine de développement (BID) relatifs à des prêts.

En ce qui concerne l'intégration régionale, le Guatemala a été un des 5 membres fondateurs du Marché commun centraméricain, créé en 1960, devenu SICA (Système intégré latino-américain) en 1993 auquel se sont joints le Panama et le Belize. En mars 2001, des Accords de libre-échange ont été signés entre le Mexique et le triangle septentrional (Guatemala, Honduras et Salvador). Finalement, en août 2004, les États-Unis et les États centraméricains ainsi que la République Dominicaine ont signé un accord de libre-échange (DR-CAFTA). Cet accord entrera en vigueur dès que les États-Unis ainsi que deux des pays centraméricains le ratifient.

### III. RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LE GUATEMALA<sup>1</sup>

#### 1. Relations multilatérales

Les relations entre l'Union européenne et le Guatemala se font à un niveau bilatéral, mais aussi multilatéral. Dans le sens bilatéral, ces relations sont bien entendu économiques, mais comprennent également des actions de coopération.

Depuis 1984, le Guatemala avec le Costa Rica, le Salvador, Honduras, le Nicaragua et Panama, font partie du Dialogue interministériel de San José entre les pays d'Amérique centrale et l'Union européenne. Les conférences annuelles que les ministres des affaires étrangères de l'Amérique centrale et de l'UE ont tenues dans le cadre de ce dialogue ont graduellement contribué à développer le processus de San José comme une plate-forme pour renforcer la coopération, les liens économiques et l'intégration régionale. Il s'agit d'un exemple de coopération réussie qui a contribué à instaurer la paix et à rétablir la démocratie dans la région au début des années 1990. Le "Dialogue de San José" a été modifié lors de la réunion de Florence en 1996 pour être davantage adapté aux changements intervenus dans les relations entre les deux régions.

Dans le prolongement de la XIX<sup>ème</sup> réunion ministérielle du "Dialogue de San José", qui s'est déroulée du 12 au 15 mai 2003 à Panama City, l'UE et les pays de l'Amérique centrale ont lancé un premier cycle de négociations visant à conclure un nouvel accord de dialogue politique et de coopération. La création d'une vaste zone de libre-échange entre l'Amérique centrale et l'Union européenne est une demande des pays de l'isthme qui suscite quelques réserves de la part de l'Union. Au sortir du Sommet de Madrid, du 17 mai 2002, qui a réuni les Chefs d'État et de gouvernement des États membres et de ses trente-trois homologues de l'Amérique latine et des Caraïbes, les deux parties se sont tout de même entendues pour poursuivre le dialogue politique ainsi que la coopération afin de préparer la négociation d'un accord de libre-échange "*sur la base des résultats du programme de travail de Doha que (les deux parties) se sont engagées à conclure au plus tard en 2004*". Le consensus, au sein des six pays concernés, est de considérer que cette solution de compromis est normale au vu des priorités de l'Union et du fait qu'elle leur offre tout de même de grandes opportunités.

En décembre 2003, un accord de dialogue politique et de coopération a été signé entre l'Union européenne et l'Amérique centrale. Le principe de base de cet accord est le respect des droits de l'homme, tandis que le renforcement du dialogue politique et de la coopération constituent ses objectifs essentiels.

Le renforcement de la coopération devra être mis en oeuvre par le biais de:

- la promotion de la sensibilité politique et sociale à travers la démocratie, le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance;

---

<sup>1</sup> Voir annexes IV à V.

- l'approfondissement du processus d'intégration régionale entre les pays centraméricains, afin de favoriser le développement économique et l'amélioration graduelle de la qualité de vie des peuples centraméricains;

- la réduction de la pauvreté et la promotion d'un accès plus juste aux services sociaux.

Le 19 janvier 2005, les États d'Amérique centrale et la Commission européenne ont, comme convenu lors du III Sommet UE-Amérique latine et Caraïbes, tenu à Guadalajara en mai 2004, officiellement lancé une évaluation commune de l'intégration économique régionale en Amérique centrale qui devrait aboutir à l'ouverture de négociations entre l'Union européenne et ces pays en vue d'un futur accord d'association. Cette évaluation doit être conduite par un groupe de travail *ad hoc* qui tiendra sa première réunion à Tegucigalpa (Honduras) au printemps prochain.

## **2. Relations bilatérales**

### *2.1 Dialogue politique*

Au-delà du dialogue de San José, l'Union a procédé également à d'autres initiatives comme celle du déploiement d'une mission d'observation électorale au Guatemala pour les scrutins présidentiel, législatif et local du 9 novembre 2003, ainsi que pour celui du 28 décembre 2003 (second tour des élections présidentielles). Cette mission fut conduite par M. Jannis Sakellariou, membre de la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays d'Amérique centrale et le Mexique.

### *2.2 Coopération*

Depuis 1986, le Guatemala est le plus important bénéficiaire de l'aide communautaire en Amérique centrale. Environ 390 millions d'euros ont été engagés dans ce pays au cours de la période 1984-2001, en faveur de quelques 320 programmes ou actions, avec une moyenne de 30 millions d'euros par an depuis 1990. La plupart d'elles concerne l'assistance technique et financière (52.1%), les aides aux populations déracinées (13.8%) et la sécurité alimentaire (9%). Le Guatemala est, par ailleurs, bénéficiaire de la quasi-totalité des instruments et lignes budgétaires mis à disposition par l'UE. Outre les initiatives bilatérales, le pays participe à des projets destinés à favoriser l'intégration en Amérique centrale, et aux autres programmes horizontaux ouverts aux opérateurs d'Amérique latine comme ALFA dans le domaine de l'enseignement, AL-Invest dans la coopération économique et @LIS pour la coopération en matière de société de l'information. Par le biais de son office humanitaire (ECHO), l'UE a fourni une aide humanitaire d'urgence ciblée aux Guatémaltèques victimes de catastrophes naturelles ou de conflits. Depuis 1998, l'UE finance également des projets de prévention et de préparation aux catastrophes grâce au programme DIPECHO pour chercher d'amoinrir la vulnérabilité des communautés locales aux calamités naturelles.

Depuis la Déclaration de 1997 entre l'UE et le gouvernement du Guatemala, l'objectif général de la coopération communautaire est de contribuer à la mise en œuvre des Accords de Paix (AdP) de 1996. Ces accords constituent le cadre de référence pour surmonter les causes de la confrontation et consigner les bases du développement du pays. Cet objectif a été réaffirmé dans la déclaration politique conjointe présentée par l'UE lors de la réunion du Groupe consultatif de Washington (février 2002) et dans laquelle on a souligné aussi la nécessité que le Guatemala



puisse avancer de manière substantielle dans la lutte contre la pauvreté ainsi que dans celle menée contre la corruption.

En mars 2001, la Commission européenne et le Gouvernement du Guatemala ont signé un "*Memorandum of Understanding*" qui définit un niveau d'assistance de 93 millions d'euros pour les lignes budgétaires de la coopération financière et technique et de la coopération économique pour la période 2002-2006. Ces orientations ont été sélectionnées en tenant compte des priorités définies par le Conseil dans la *Country Strategy Paper 2002-2006* sur le Guatemala et dans le *Regional Strategy Paper 2002-2006*.

Les aires de coopération définies dans le Mémoire sont les suivantes :

- consolidation et modernisation de l'État: soutien à la réforme de la Justice, à la décentralisation de l'État et au renforcement de la société civile, à la politique fiscale et à l'égalité des chances entre hommes et femmes.
- lutte contre la pauvreté: soutien à l'éducation, à la santé et à la protection de l'environnement.
- coopération économique: soutien au secteur de l'entreprise et à la protection des consommateurs.
- développement local et décentralisation: promotion du processus de décentralisation et modernisation de l'État, du renforcement des pouvoirs locaux et de la promotion du développement social et économique;
- croissance équitable et durable de l'économie et de l'emploi: promotion des conditions pour accroître la compétitivité ainsi que la productivité des entreprises privées guatémaltèques et renforcement de la position du pays sur les marchés internationaux en intensifiant et en promouvant les relations économiques du secteur privé.

La question du respect des droits de l'homme et de la consolidation de la démocratie reste bien entendu l'objet d'un programme important: l'Union continue de soutenir les institutions démocratiques au moyen de programmes d'assistance et réaffirment régulièrement leur appui à la mise en œuvre des recommandations de la Commission de clarification historique.

La coopération de l'UE et de ses États membres constitue la source la plus importante d'aide publique non remboursable.

### 2.3 Commerce

En 2004, les États-Unis restent le principal partenaire commercial du Guatemala puisqu'ils ne représentaient pas moins de 56,50% des exportations. Les pays d'Amérique centrale viennent en second dans la destination des exportations avec environ 20%. En comparaison, la part de l'UE est donc relativement modeste puisqu'elle n'était que de 8.8% pour 2002. Les Quinze représentaient alors 8,7% des importations du Guatemala. Les produits traditionnels comme le café, le sucre, les bananes et le pétrole restent les principaux produits exportés par le Guatemala. Toutefois, depuis les années 90, l'exportation de produits non-traditionnels a acquis une part plus importante. Les principales importations du Guatemala, en provenance de l'Union, sont: combustibles, machines, équipements de transport, matériaux de construction et engrais. L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la France sont les principaux partenaires commerciaux. L'Espagne est devenue le 2e investisseur étranger notamment dans le secteur de l'énergie, de la téléphonie mobile et de la banque. Cependant, le commerce entre l'Union et le Guatemala s'est rétréci depuis 2002.

Le Guatemala bénéficie comme les autres pays latino-américains du système des préférences généralisées adopté le 7 décembre 1998 qui établit un système unilatéral de préférences commerciales. Sous les dispositions particulières du SPG "*Drogues*", l'UE a renouvelé les conditions tarifaires accordées pour certains produits agricoles; de même, les préférences spécifiques pour les produits industriels accordées aux pays andins ont été étendues à l'Amérique centrale. Ce système a été renouvelé en décembre 2001 jusqu'à la fin 2005. L'importance des relations entre les deux parties est d'autant plus considérable que les pays européens ont accompagné les efforts de pacification et de négociation de la paix depuis leur début. Cet accompagnement politique a renforcé la crédibilité institutionnelle de l'UE dans le pays.

Le processus d'intégration centraméricain a pris naissance dans les années 1960. Les crises et problèmes que durent traverser plusieurs pays membres furent la cause de l'arrêt de cette intégration pendant les années 1980, et ce n'est finalement qu'au début des années 1990 que le dialogue a pu reprendre son cours "normal", après la pacification de la région.

C'est le Protocole de Tegucigalpa (capitale de l'Honduras), signé en 1991, qui créa le Système d'intégration centraméricain (SICA), structure permanente dotée d'un Secrétariat général. Contrairement à la procédure d'intégration européenne, le Protocole avait pour premier objectif une intégration politique, et ce n'est que deux ans après (en 1993) que l'intégration économique fut relancée, lors de la signature du Protocole de Guatemala. Depuis 1997, l'Amérique centrale tente de mettre en oeuvre un plan de rationalisation de ses institutions, mais malheureusement sans grand succès. Plus récemment, le processus d'intégration a connu quelques obstacles, dus à des différends frontaliers.

L'intégration régionale semble être une solution pour les prochaines années, qui pourrait assurer un développement durable à la région et lui permettre de faire face à la mondialisation. L'UE est particulièrement convaincue de la nécessité de développer une "culture favorable à l'intégration". Toutefois, elle a également réaffirmé sa volonté de voir la région jouer un rôle actif en présentant elle-même des programmes et des projets qui démontrent sa propre volonté d'intégration.

### **3. Rôle du Parlement européen**

Jusqu'en 1984, une seule délégation du Parlement européen était consacrée à toute l'Amérique latine. A partir de cette date, deux délégations distinctes ont été créées: une pour les relations avec l'Amérique centrale et le Mexique et une autre pour les pays d'Amérique du Sud. Parmi le travail accompli par ces délégations, il convient de noter la participation de membres du PE comme observateurs lors des consultations électorales et comme médiateurs lors de conflits régionaux. Le PE entretient également des relations suivies avec les parlements de la région et le Parlement centraméricain (PARLACEN). Pendant les années 80, le PE a centré son attention sur le processus de paix et de démocratisation dans la région concevant l'intégration régionale comme une solution aux difficultés rencontrées par ces pays.

L'augmentation des moyens, l'extension des activités de la BEI à l'Amérique centrale et la réorientation générale de la politique de coopération communautaire sont encouragées par le PE. Il souhaite que l'Union fasse de toute l'Amérique Latine l'un des ses principaux interlocuteurs mondiaux et institue à cet effet un "dialogue transatlantique", incluant notamment la sécurité et la défense, et élabore un programme d'action global pour la région doté de crédits suffisants. Ces dernières années, le Parlement a adopté plusieurs résolutions concernant le respect des droits de

l'Homme au Guatemala<sup>1</sup>. Le PE a demandé aux autorités guatémaltèques de mener une enquête approfondie sur les allégations de crime contre l'humanité et le génocide. Il a exprimé, à cette occasion, ses préoccupations à l'égard des actes de violence, intervenus dans le pays, dont ont été victimes plusieurs juges et d'autres représentants de l'autorité judiciaire, ainsi que des activistes, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des dirigeants politiques et certains citoyens de l'UE. Par ailleurs, il a condamné tous les actes de violence et d'intimidation, perpétrés au Guatemala par ceux qui veulent couvrir les crimes et les atrocités commises durant la période de la guerre civile. Il a dénoncé également les violations des droits des femmes (harcèlement sexuel, absence d'un salaire minimal, licenciement en cas de grossesse).

Le Parlement a demandé aussi aux autorités guatémaltèques de garantir aux autorités judiciaires une indépendance et une liberté totale pour juger les délits mis en lumière par la Commission de clarification historique. En outre, il a souligné la nécessité de mettre fin à l'impunité civile de certaines élites en insistant sur la liberté d'expression et le droit de diffuser des informations à tous les citoyens. Dans sa résolution la plus récente adoptée le 10 avril 2003<sup>2</sup>, le Parlement s'alarme des retards pris dans la mise en œuvre de l'AdP (signé en 1996) et de la réforme agraire. En outre, il demande au gouvernement guatémaltèque d'élaborer et de mettre en œuvre une politique nationale de sécurité alimentaire et de développement rural. Par ailleurs, les députés, se sont inquiétés de la recrudescence de la violence dans le pays et ont condamné les assassinats récents de dirigeants paysans locaux. Ils appellent le gouvernement à mettre fin à l'impunité et à appuyer sans réserve la mission de la commission d'enquête sur les unités illicites et les groupes clandestins de sécurité de sinistre mémoire.

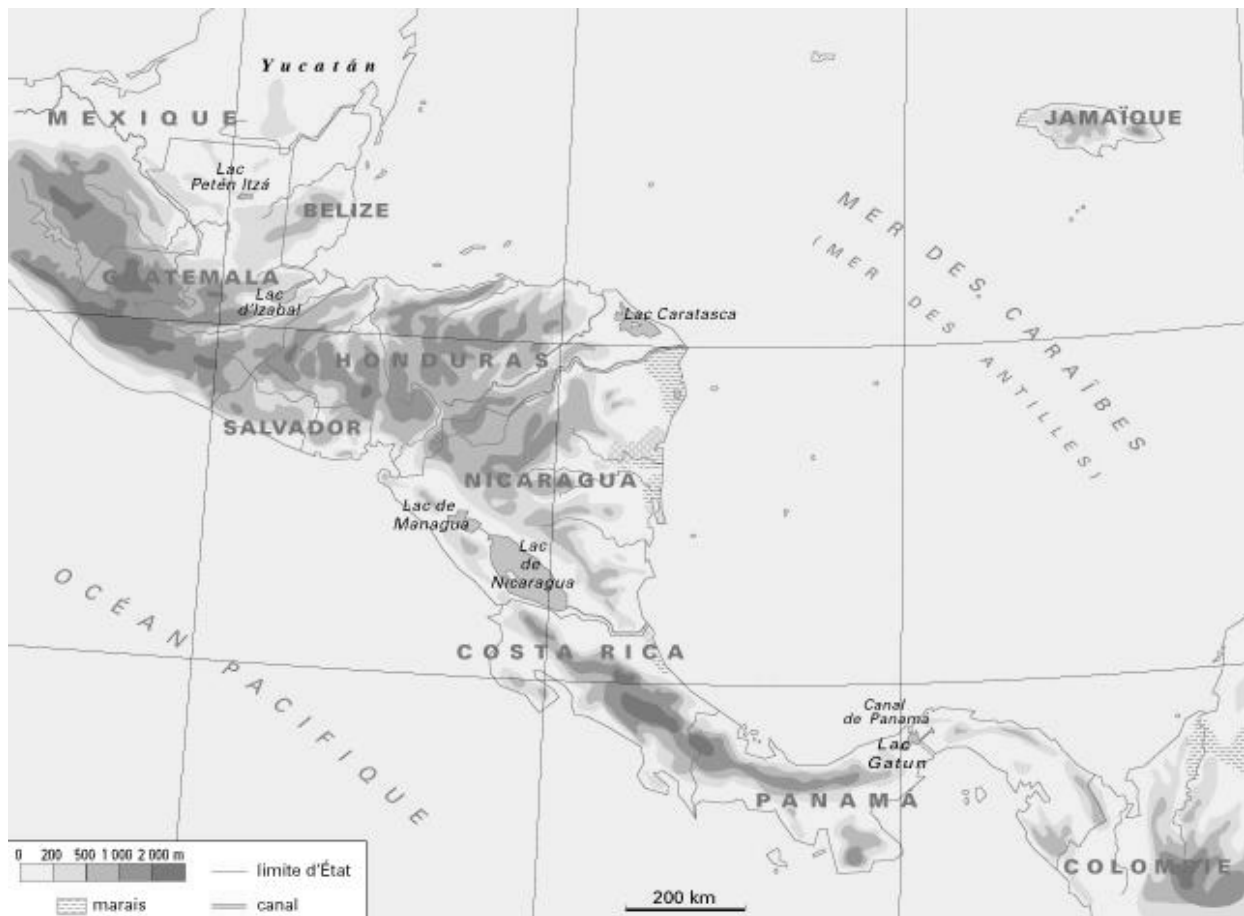
Lors des scrutins de novembre et décembre 2003, le Parlement a envoyé une délégation d'observateurs.

Par ailleurs, l'accord de dialogue politique et de coopération de décembre 2003, prévoit la création d'une commission parlementaire mixte entre le PARLACEN et le Parlement européen. Suite aux élections européennes de 2004, une délégation spécifique du PE pour les relations avec l'Amérique centrale a vu le jour.

---

<sup>1</sup> JO C 053E du 28 février 2002, p. 403 et JO C 147E du 20 juin 2002, p. 20.

<sup>2</sup> JO C 064 du 12 mars 2004, p. 396.





GUATEMALA - ECONOMIC DATA<sup>1</sup>

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<u>Domestic Data</u>							
GDP Growth %	3.84	3.61	2.33	2.24	2.12	2.60	3.0
Inflation %	4.86	5.98	7.63	8.03	5.48	9.23	7.00
GDP Per Capita US \$	1652	1694	1794	1941	2013	2192	2456
Population m	11.0	11.3	11.6	11.9	12.2	12.6	12.9
Trade Balance US \$ bn	-2.07	-2.46	-3.14	-3.83	-4.09	-4.83	-5.41
Local Currency to US \$	7.39	7.76	7.86	7.82	7.94	7.96	7.69
Local Currency to Euro	7.87	7.15	7.03	7.38	8.96	9.88	10.81
<u>External Data</u>							
Total Export Earnings \$m	3556	4077	4213	4100	4300	4650	-
Foreign Direct Investment \$m	155	230	456	280	300	320	-
Foreign Direct Investment % GDP	0.85	1.23	2.43	1.48	1.21	1.21	-
Total External Debt \$m	4644	4622	5460	5420	5350	5310	-
Total Debt Service \$m	416	438	450	440	460	420	-
Total Debt % GDP	25.39	24.78	29.27	28.60	21.56	20.14	-

---

<sup>1</sup> Source : World Markets Analysis

### Trade of the EU(15) with Guatemala by Member States

#### EU-imports (cif)

	2003		January-October:		
	1000 €	- % -	2003	2004	% change
<b>Total</b>	264.448	100,0	222.085	207.783	-6,4
<i>of which:</i>					
France	22.179	8,4	17.311	9.828	-43,2
Netherlands	68.782	26,0	58.532	60.995	4,2
Germany	53.449	20,2	44.591	42.464	-4,8
Italy	28.129	10,6	23.954	24.715	3,2
United Kingdom	23.822	9,0	19.864	21.016	5,8
Ireland	880	0,3	861	222	-74,3
Denmark	2.670	1,0	2.391	2.018	-15,6
Greece	716	0,3	696	127	-81,8
Portugal	1.458	0,6	1.173	1.757	49,7
Spain	32.064	12,1	25.935	24.461	-5,7
Belgium	14.355	5,4	12.546	10.389	-17,2
Luxembourg	4	0,0	4	1	-76,1
Sweden	7.752	2,9	7.165	4.280	-40,3
Finland	6.289	2,4	5.423	3.490	-35,6
Austria	1.898	0,7	1.639	2.021	23,3

#### EU-exports (fob)

<b>Total</b>	468.540	100,0	393.061	439.701	11,9
<i>of which:</i>					
France	32.487	6,9	27.690	30.307	9,5
Netherlands	25.944	5,5	21.165	25.713	21,5
Germany	122.310	26,1	103.279	106.338	3,0
Italy	80.994	17,3	64.891	62.923	-3,0
United Kingdom	37.110	7,9	30.274	44.113	45,7
Ireland	850	0,2	730	375	-48,6
Denmark	9.523	2,0	8.024	6.491	-19,1
Greece	343	0,1	314	313	-0,3
Portugal	2.143	0,5	1.878	1.552	-17,4
Spain	80.626	17,2	67.354	75.700	12,4
Belgium	40.063	8,6	36.000	34.934	-3,0
Luxembourg	468	0,1	468	83	-82,3
Sweden	17.572	3,8	14.678	33.419	127,7
Finland	9.306	2,0	8.631	11.676	35,3
Austria	8.802	1,9	7.686	5.762	-25,0

Source: COMEXT database, EUROSTAT

Production: JDa/DG4/European Parliament

**Trade of the EU(15) with Guatemala: 1995-2003**

1000 ECU/€

	EU-imports (cif)	EU-exports (fob)	Balance
1995	370.153	301.400	-68.753
1996	342.769	332.300	-10.469
1997	457.147	381.897	-75.250
1998	426.630	443.306	16.676
1999	403.754	491.317	87.563
2000	460.832	479.307	18.475
2001	345.636	557.276	211.640
2002	266.659	638.175	371.516
2003	264.448	468.540	204.092
Jan-Oct: 2003	222.085	393.061	170.975
Jan-Oct: 2004	207.783	439.701	231.918

Source: COMEXT database, EUROSTAT

Production: JDa/DG4/European Parliament

